

## Aide à l'UNRWA: «Cela m'a fait mal»

**PROCHE-ORIENT** L'ancien conseiller fédéral Joseph Deiss critique le vote du Conseil national en faveur de la suppression de l'aide à l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens. Il estime que cela va à l'encontre des intérêts de la défense du droit international

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC KOLLER

✕ @frederickoller

Dans son dernier livre\*, Joseph Deiss fait part de son désarroi face à un monde qui respecte de moins en moins les engagements pris en faveur du droit international. Son approche, qui se veut globale, évoque diverses ruptures pour décrire une forme de «décadence» avec la multiplication des conflits à nos portes. La politique étrangère suisse ne fait pas exception, explique l'ancien chef du Département fédéral des affaires étrangères et premier Suisse à avoir présidé l'Assemblée générale de l'ONU en 2010 et 2011. Il s'étonne en particulier du vote, lundi, par le Conseil national d'une motion demandant la suppression de l'aide de la Confédération à l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). Une rupture avec la tradition suisse.

**Le Conseil national veut couper le financement de l'UNRWA. Qu'en pensez-vous?** J'ai été surpris. L'argument principal justifiant ce vote, comme l'a expliqué Mme de Quattro au *Téléjournal*, est de dire que nous avons des doutes sur l'utilisation des fonds de l'UNRWA. C'est un peu léger de vouloir tout supprimer sur cette base. En droit, le doute bénéficie habituellement à l'accusé. Dans l'esprit suisse, c'est l'approche inverse qui devrait prévaloir. S'il n'y a qu'une seule vie à sauver, il

**«S'il n'y a qu'une seule vie à sauver, il faut la sauver»**

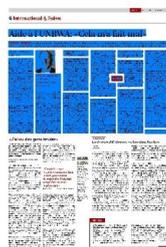
faut la sauver. Nous avons suffisamment d'informations pour juger que nous sommes face à une tragédie incommensurable, horrible. Des centaines de milliers de gens sont affamés. L'une des fiertés de la Suisse, ce sont les Conventions de Genève. Son article 55 devrait prévaloir. Il stipule que dans toute la mesure de ses moyens, la puissance occupante a le devoir d'assurer l'approvisionnement de la population en vivres et en produits médicaux. La communauté internationale devrait faire comprendre à Israël qu'il est de son obligation de s'occuper de la population civile dans les territoires occupés. Pour rappel, Israël a été le 7e pays à ratifier ces Conventions. Je ne comprends pas pourquoi, aujourd'hui, il devient courant que les signataires ne les respectent plus.

**Assiste-t-on à une rupture politique au sein du parlement sur cette question? Où se situe Le Centre, votre parti?** Je suis très inquiet. J'estime que cette situation générale de non-respect du droit international est délétère. J'estime que notre pays devrait être beaucoup plus motivé et mobilisé pour défendre le droit international. Il l'a fait de façon intelligente, récemment à Genève, en invitant les pays membres du Conseil de sécurité pour évoquer les Conventions de Genève. Le Conseil fédéral, le parlement, le public devraient être beaucoup plus sensibles à ces questions.

**Comment comprendre alors ce choix du parlement?** Ceux qui ont soutenu la suppression de l'aide à l'UNRWA sont les mêmes que ceux qui ont critiqué le Conseil fédéral pour l'organisation du sommet de la paix au Bürgenstock. Cela m'a frappé, cela m'a fait mal. A droite de l'échiquier politique,

on n'a pas le sentiment que la Suisse doit porter un message de paix. Au niveau planétaire, on parle d'armement, d'escalade de la violence, de sécurité, personne n'utilise le mot paix. La Suisse a eu le courage de se dresser pour organiser ce sommet, sous les quolibets russes et avec le risque d'être boudé. Cela a finalement été un succès au vu de l'affluence et des débats. Bien sûr, il faut rester réaliste et lucide, ce n'est pas en une fois que l'on résout une crise de cette ampleur. Mais c'est dans cette direction qu'il faut travailler plutôt que de faire des coupes à des organisations, comme l'UNRWA, qui travaillent dans des conditions extrêmement difficiles et même si l'on ne peut pas exclure des risques de malversation ou de mauvaise organisation. Au vu de l'ampleur de son travail, je ne vois pas comment on peut la remplacer à courte échéance. Comment se réclamer de l'espèce humaine si l'on tolère la souffrance des civils palestiniens, des Israéliens qui ont été massacrés ou pris en otage, ou encore des victimes ukrainiennes? C'est là qu'est ma révolte. C'est là aussi que me déçoit le niveau du débat quand on parle de doutes.

**La Suisse devrait-elle prendre une initiative dans le cadre du conflit israélo-palestinien?** Oui. Notre pays est dépositaire des Conventions de Genève. Cela ne donne pas le pouvoir de donner des ordres. Mais nous devrions beaucoup plus insister sur leur respect. La Suisse devrait s'exprimer de manière plus courageuse. Le Conseil des droits de l'homme est en Suisse. Nous devrions être les missionnaires des droits de l'homme. Nous disons souvent que notre meilleure protection est le droit inter-



national. Encore faut-il y croire. Or, dans certains milieux politiques suisses, on entend surtout

## INTERVIEW

des critiques contre l'ONU ou l'UNRWA plutôt que de soutenir ces institutions qui travaillent à un monde meilleur.

**La Suisse pourrait-elle convoquer une conférence internationale?** On devrait au moins se poser la question et envisager comment le faire. Voilà des mois que l'on négocie des passages de convois humanitaires. Or il n'y a rien à négocier puisque c'est le devoir d'Israël.

Autre exemple, le droit à l'autodéfense compris dans la Charte de l'ONU doit se faire avec l'accord du Conseil de sécurité. Il faut rapeler davantage ces textes.

**Le Conseil fédéral refuse de reconnaître un Etat de Palestine à l'ONU.**

**Le comprenez-vous?** Je ne comprends pas l'argumentation. La Suisse a été avec le Royaume-Uni l'un des deux membres du Conseil de sécurité à s'abstenir sur cette reconnaissance, les Etats-Unis ayant par ailleurs mis leur veto. Cela fait bientôt quatre-vingts ans qu'on nous dit que ce n'est pas le bon moment. Or cela fait depuis longtemps que c'est le bon moment. Nous y étions prêts lorsque j'étais président de l'Assemblée générale de l'ONU en 2010-2011. Les Palestiniens avaient finalement renoncé à aller au vote face au refus américain. Je leur avais dit qu'ils auraient quand même dû faire la demande. Ils sont ensuite devenus un Etat observateur, ce qui n'est pas pareil. Cette non-reconnaissance crée une inégalité de traitement avec Israël. Certains me diront que je suis exigeant avec Israël. Je réponds que je suis plus exigeant avec Israël car il est membre des Nations unies alors que le Hamas est une organisation terroriste et que la Palestine est entre deux chaises.

**La Suisse est l'un des rares pays à ne pas reconnaître l'Etat palestinien à l'ONU et le seul pays donateur, avec les Etats-Unis, à couper les vivres à l'UNRWA. Faut-il craindre un dégât d'image international?** Notre image auprès de qui? Je raisonne d'une autre manière. Ce que nous faisons là est-il conforme à notre honneur? Lorsqu'on voit la misère de la population à Gaza et dans les colonies, on ne peut pas avoir de doutes. Le Conseil des Etats pourra corriger cette décision, explique Mme de Quattro. Quel courage! «Être homme, c'est être responsable. C'est connaître la honte face à une misère qu'on croyait ne pas dépendre de soi», écrivait Antoine de Saint-Exupéry. Je me sens personnellement responsable. Que puis-je faire? J'ai écrit un livre. C'était plus fort que moi. Nous devons tous nous sentir responsables. Notre parlement devrait se sentir responsable. Voilà l'honneur d'un pays. Est-ce que nous nous comportons selon les règles et les idéaux que nous affirmons respecter? ■

\*«Ruptures. Plaidoyer pour une dynamique de la paix», Slatkine

